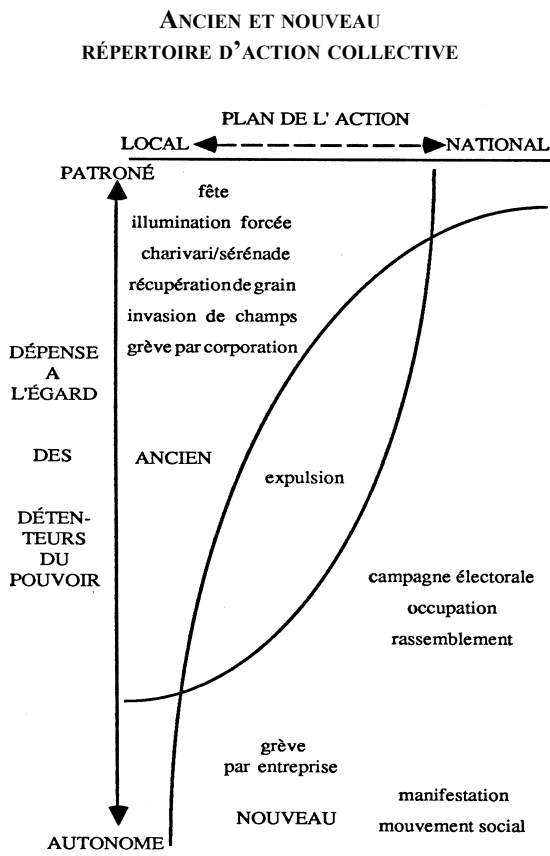


POURQUOI CHANGER DE RÉPERTOIRE D'ACTION COLLECTIVE ?
d'après l'analyse de Charles TILLY, in « La France conteste. De 1600 à nos jours ».



**POURQUOI CHANGER DE RÉPERTOIRE
D'ACTION COLLECTIVE ?**

Pourquoi, de communal et patronné, le répertoire de l'action collective devient-il relativement national et autonome ? La chose est plus facile à formuler qu'à démontrer. En principe, le changement se produit parce que les intérêts et l'organisation du peuple passent des affaires et des puissances locales aux affaires nationales et aux concentrations majeures de pouvoir et de capital. A mesure que le capitalisme progresse et que les Etats nationaux deviennent plus puissants et centralisés, les affaires et les patrons locaux perdent de leur influence sur la vie des individus. De plus en plus, ce sont les détenteurs du pouvoir national et du grand capital qui prennent les décisions dont ils dépendent. Et c'est ainsi que les prises de grain, les invasions de champs et autres deviennent inefficaces, inutiles et dépassées. En réponse aux changements qui se produisent dans le domaine du pouvoir et du capital, le peuple adopte de nouvelles formes d'action, campagne électorale, meeting, mouvement social et autres éléments du nouveau répertoire.

Bien que le changement de répertoire suive la logique de celui qui s'opère au niveau du pouvoir et du capital, chaque forme et chaque acteur ont leur histoire particulière. La grève par entreprise devient ce qu'elle est au cours des luttes que mènent les travailleurs organisés tandis que le capital se concentre, localité après localité. Les histoires particulières étant toutes différents, les processus communs qui créent la manifestation et la grève d'entreprise ne sont visibles qu'en perspective, à distance. Dans chaque cas, le rôle de la concentration — concentration du capital, concentration du pouvoir politique — est pourtant évident. Cette concentration modifie les possibilités et les formes de l'action collective. Du point de vue des individus, elle transforme leur *organisation* interne et leurs *occasions d'agir en commun*.

Mais l'Etat et le capital ne modèlent pas seulement les possibilités d'agir et l'organisation. Ils dominent également les *intérêts* changeants des divers groupes concernés par l'action collective. L'Etat français croît énormément en volume et en complexité ; il croît par bonds, comme sous la Révolution et l'Empire, mais il n'arrête presque jamais de croître. Il n'arrête jamais d'étendre son pouvoir de contraindre et de prendre. Sur ce chapitre, de grands constructeurs comme Richelieu, Napoléon et de Gaulle n'ont pas laissé d'héritage plus visible que la capacité augmentée de l'Etat d'entrer dans la vie de ses citoyens.

[...]

Le processus qui, dans la France d'aujourd'hui, aboutit au capitalisme géré par l'Etat passe par plusieurs étapes. Il tend essentiellement à concentrer le capital, à prolétarianiser les travailleurs, et, ce faisant, à accuser la polarisation entre capital et travail. Les conflits d'intérêts qui en résultent favorisent la contestation de trois manières différentes. *Premièrement*, par la divergence d'intérêts entre capital et travail, comme au XIX^e siècle, quand les fabricants de textile diminuent les salaires pour faire face à la concurrence étrangère et que les travailleurs se battent pour défendre leurs revenus. *Deuxièmement*, par la rivalité entre capitalistes et autres prétendants aux biens et aux facteurs de production, comme lorsque des prises de grain répondent à la volonté des marchands de vendre leur blé ailleurs ou de le retirer du marché local en attendant que les prix montent. *Troisièmement*, par la concurrence entre les membres d'un même marché, comme lors des attaques des ouvriers organisés contre les travailleurs étrangers qui menacent leurs salaires ou viennent briser leurs grèves.

[...]

Pour recourir une fois encore à une grande simplification, les quatre siècles de notre étude se partagent en deux phases de lutte. Au cours de la première, nous voyons prendre corps la propriété capitaliste tandis que les gouvernants s'efforcent de trouver des ressources — surtout pour faire la guerre — et de calmer les appétits de leurs rivaux. Les principaux sujets de la contestation sont alors l'expropriation et l'établissement d'un contrôle gouvernemental et d'une domination capitaliste.

Au cours de la seconde phase, dans le cadre de la propriété capitaliste et d'un Etat puissant, les thèmes principaux de l'action collective sont les luttes entre travail et capital, la compétition au sein des marchés, et les efforts de tous pour contrôler l'Etat et ses ressources. De façon très générale, l'« ancien » répertoire correspond à la première phase, et le répertoire contemporain à la seconde.

